

**ALLOCUTION DU PRESIDENT EDOUARD FRITCH**  
**CONFERENCE DE LA FAMILLE**

*Jeudi 07 avril 2016*

Mesdames et messieurs les ministres,  
Mesdames et messieurs les Représentants,  
Madame la coordinatrice du comité de pilotage,  
Mesdames et Messieurs les membres,  
Mesdames et messieurs les délégués des services et établissements  
du pays,  
Mesdames et messieurs les délégués des services du haut-  
commissariat,  
Mesdames et messieurs les délégués des communes,  
Mesdames et messieurs les délégués des entreprises,  
Mesdames et messieurs les délégués des associations,  
Mesdames, messieurs,  
Chers amis,

Je voudrais tout d'abord au nom du gouvernement, vous remercier d'avoir répondu, à l'invitation du Comité de pilotage de la Conférence de la Famille. Merci de prendre le temps de participer aux travaux de cette journée.

Mes chers amis, je voudrais aller tout de suite au cœur du sujet qui nous rassemble aujourd'hui : nos familles.

Et surtout vous dire d'entrée que cette conférence n'est pas une énième rencontre, une énième parodie, juste pour permettre au politique de se donner bonne conscience. Je le dis d'entrée, car je devine que certains d'entre vous ont pu s'interroger sur l'utilité ou sur la volonté sincère du gouvernement d'agir sur les malaises de fond qui concernent la famille.

Avant de lancer cette Conférence de la Famille, j'étais conscient de l'existence des multiples travaux et Assises qui ont été produits autour de ce thème, par différents organismes ou associations ou confessions religieuses... A chaque fois, ce fut apparemment déception ou désillusion, faute de suivi et de mise en oeuvre.

Cependant, face aux graves violences et aux tragédies qui se sont produites durant l'année 2015 et qui ont causé la mort, fallait-il bouger et agir ou bien être passif et patienter en se disant que le temps guérira notre société ?

Dans mon esprit, il n'y a aucun doute. Il est de mon devoir de faire face et de trouver des remèdes aux malaises sociaux qui minent nos familles et nos jeunes. Il y va du bien commun et de la cohésion communautaire de notre pays.

Alors, même si certains ont pu être déçus par les inactions du passé ou sont à nouveau sceptiques, nous ne pouvons pas, nous ne devons pas céder à la fatalité. Si j'avais fait le choix de la passivité ou de l'évitement, ce serait une attitude grave et irresponsable de ma part, voire de notre part à tous.

J'ai donc, au nom du gouvernement, passé une commande auprès de madame Maiana Bambridge dont nous connaissons l'engagement dans les problématiques sociales.

Quels sont les termes de la commande ?

- Un, de nous proposer des mesures et des actions opérationnelles. Je ne souhaite plus rester à un niveau incantatoire et au niveau des objectifs. Il faut aller vers les déclinaisons opérationnelles.
- Deux, de me dire quelle méthodologie adoptée et comment parvenir à définir et à produire ce plan d'actions ?

C'est ainsi que le 21 Janvier 2016, en concertation avec madame Maiana Bambridge et la ministre en charges des solidarités, j'ai mis en place le Comité de pilotage chargé de la Conférence de la Famille.

A cet égard, permettez-moi tout d'abord de reprendre, ici devant vous, quelques termes du discours que j'ai prononcé devant le Comité de pilotage, lors de son installation, afin que vous preniez connaissance des objectifs assignés à ce groupe de travail. Je cite :

*« J'ai ainsi souhaité montrer à la population que nous avons décidé de placer la famille au centre de nos préoccupations car, de mon point de vue, elle est le premier lieu d'intégration sociale, de l'apprentissage de l'autorité et de la responsabilité.*

*C'est en elle aussi que se développe la solidarité entre les générations et que se transmettent mémoire et traditions... Je souhaite que cette conférence illustre cette nécessité de cohésion et de coordination autour de ce que nous avons défini comme priorité absolue : la reconstruction du lien social. J'attache également beaucoup d'importance à ce qu'elle ne soit pas une simple rencontre durant laquelle nous échangerons nos constats. Car ces constats sont connus de tous mais finalement, très peu de solutions sont proposées.... Cela suppose un réel travail de fond, mêlant prospection puis réflexions plus techniques. Cette conférence devra favoriser l'échange autour de ce plan d'action, qui permettra à terme, l'édition d'un manifeste pour la promotion des familles ».* fin de citation.

Le Comité de pilotage composé de 10 personnes sont des personnes ressources reconnues comme telles au regard de leur implication dans ce domaine. Ce Comité est en charge de l'organisation de cette conférence de la famille, notamment en définissant les thèmes à aborder, et la méthode à appliquer.

Depuis près de trois mois, les membres du comité se sont réunis, toutes les semaines, sans faillir et avec motivation, pour synthétiser les travaux passés, examiner leur pertinence dans le contexte actuel, collecter des données chiffrées, partager leurs expériences et leurs analyses, réactualiser le diagnostic et proposer un plan d'actions sur lequel vous aurez à débattre tout au long de cette journée.

A ce stade, je voudrais vous présenter le Comité de pilotage et remercier chaleureusement ses membres pour leur implication exemplaire durant ces derniers mois qui nous permet de nous rencontrer aujourd'hui. A mon appel, je leur demanderai de bien vouloir se lever. Je commencerai par les dames :

- Madame Maiana Bambridge, présidentes de Te Aho Nui, du Foyer éducatif Te Pare, secrétaire du Village d'enfants de Papara, Vice-présidente de la Croix Rouge Polynésie, la coordinatrice du Comité de pilotage ;
- Madame Armelle Merceron, organisatrice des Assises de la famille en 2008 et représentante à l'Assemblée ;
- Madame Eliane Tevahitua, ancienne directrice de l'école des sages-femmes et Représentante à l'Assemblée de la Polynésie française ;
- Madame Isabelle Sachet, directrice de Fare Metua de Faa et Représentante à l'Assemblée de la Polynésie française ;
- Madame Heimata Tang, déléguée à la famille et à la condition féminine ;
- Mademoiselle Tumata Helme, criminologue, secrétaire du Comité de pilotage ;
- Monsieur William Tsing, directeur de Fare Metua ;

- Pasteur Thierry Tapu ;
- Monsieur Jean-Bernard Rouch, substitut du Procureur ;
- Monsieur Rodolph Tutairi, président de Police 2000.

Encore merci aux membres du comité de pilotage de la conférence de la famille pour le travail fourni jusqu'à cette étape. Je ne veux pas oublier les représentants des confessions religieuses qui ont participé à ces travaux.

En outre, avant que vous vous mettiez au travail ce matin, je vous informe que j'ai pris l'engagement devant le Comité de pilotage que je soumettrai vos propositions à l'assemblée de la Polynésie française. Je demanderai un débat public à cet effet. Ainsi, je compte faire légiférer sur la base de vos propositions et par ce fait, pouvoir dégager plus sûrement les moyens budgétaires nécessaires au déploiement du plan d'actions qui ainsi s'inscrira dans la durée.

Par ailleurs, vous savez que j'ai entamé une série de concertations avec les acteurs sociaux de notre pays sur la réforme de notre Protection sociale généralisée. Cela fait un an qu'un groupe de travail composé notamment de représentants de syndicats de salariés, du patronat, des retraités, des employeurs communaux et du Pays, travaille sur des propositions de réforme de l'assurance maladie, de la vieillesse, du handicap et de la dépendance. C'est sur la base de ces propositions que j'ai entamé les présentes concertations.

Pour ma part, notre protection sociale généralisée qui touche et concerne toutes les familles de Polynésie française doit pouvoir prendre en compte certaines des mesures sociales provenant de la Conférence de la famille et validées par notre Assemblée. Je veillerai à la cohérence entre les propositions issues de la PSG et celles de la Conférence de la famille.

En somme et plus clairement, notre collectivité investit énormément dans le secteur social, oui beaucoup d'argent, au bas mot plus de 30 milliards ! Les questions que nous devons nous poser sont les suivantes :

- L'argent est-il dépensé vers ceux qui ont réellement besoin d'accompagnement ?
- Est-il utilisé à bon escient ?
- Dépensons-nous bien l'argent qui est confié ?
- Les sommes qui sont dépensées sortent-elles réellement et durablement des populations fragiles et vulnérables de leur situation de précarité.

Voilà les éléments essentiels concernant la Conférence.

Mes chers amis, je voudrais saisir cette opportunité pour vous livrer le fond de ma pensée sur le sujet de la famille.

Nous mobilisons volontiers nos énergies et nos moyens financiers pour créer de l'emploi, pour construire des logements et pour protéger notre environnement. Ces priorités sont justes et bonnes. Elles n'ont de sens que si elles sont destinées à rendre nos familles plus heureuses.

Pour ma part, je veux également placer les enjeux de la famille au même niveau de gravité et de priorité que l'emploi, le logement ou l'environnement.

Aujourd'hui, nos familles sont menacées. Je partage le constat suivant : *« Les pressions sur la vie de la famille sont nombreuses. La situation économique a provoqué la désintégration des familles. En outre, des problèmes financiers étreignent beaucoup de foyers. Tandis que trop de personnes vivent dans la pauvreté extrême, d'autres sont saisies par le matérialisme et par des styles de vie qui détruisent la vie familiale et les exigences les plus fondamentales de la morale chrétienne »*.

Le Pape François nous exhorte en disant : *« notre monde a besoin de bonnes et fortes familles pour vaincre ces menaces. Chaque menace à la famille est une menace à la société elle-même »*. De même, Jean Paul II disait souvent : *« l'avenir de l'humanité passe par la famille. Donc protégez vos familles. Voyez en elle le plus grand trésor de votre nation »*, et je dirai même, trésor de l'humanité.

Mes chers amis, je m'inspire volontiers des paroles de l'Évangile. Ce sont des paroles de vie et d'amour qui ont traversé les siècles et qui ont fait grandir nos foyers. Tout le monde reconnaît que la Polynésie française est une terre de paix et d'hospitalité. Nous devons cet état de fait grâce à nos familles polynésiennes pleinement imprégnées des valeurs chrétiennes de solidarité, de partage, de miséricorde et d'amour.

C'est pourquoi, l'évolution d'esprit que je désire et que je vous demande de partager avec moi, c'est celle de placer « la famille » comme une priorité dans nos vies, comme une priorité dans nos gouvernances. Cette évolution d'esprit doit être enrichie par l'histoire, celle de nos grands-parents, et celle de nos parents, car en effet les temps ne sont plus les mêmes mais les valeurs fondamentales de la famille restent identiques.

La famille et son bien-être doivent être considérés comme un objectif de premier plan. C'est un nouvel état d'esprit politique, au sens noble du terme, que je voudrais insuffler. Je formule le vœu que nos esprits sauront évoluer suffisamment vite pour intégrer systématiquement le bien-être familial dans nos politiques publiques.

Mon combat pour la famille polynésienne est un combat pour la vie, un combat pour notre culture, un combat pour notre jeunesse et l'harmonie entre les générations, un combat pour honorer tous les dons que Dieu a donné à notre peuple.

Je vous remercie de m'avoir écouté.

Je vais laisser la parole aux organisateurs de cette journée qui vous présenteront le déroulé et l'organisation de cette journée.